

CHEMINS DE FER

Les voyageurs bloqués par un conflit entre les mécaniciens et les chefs de train

Les mécaniciens de la Société nationale des transports ferroviaires ont protesté et les causes ne sont pas d'ordre socioprofessionnelle ou liées à une quelconque injustice ou dignité lésée mais juste pour empêcher leurs collègues, les chefs de train, de s'installer dans leurs cabines électriques.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Ce n'est pas une blague. C'est un avis de région, une sorte de nouvelle réglementation, affiché par la Direction régionale autorisant les chefs de train à s'installer dans la cabine du conducteur durant les heures de travail, qui provoque la colère des mécaniciens.

Pour exprimer leur désaccord de voir leurs collègues prendre place dans la cabine du conducteur, les mécaniciens ont observé un arrêt de travail vendredi matin.

La Direction régionale réagit immédiatement et annule la nouvelle réglementation. Loin de calmer la situation, cette

mesure attise la colère des chefs de train.

«Se sentant touchés dans leur dignité, les chefs de train ont, à leur tour, observé un arrêt de travail et demandé l'application de l'avis de région», indique une source syndicale. Les trains desservant Alger et sa banlieue (Alger-Blida et Alger-Thénia) n'ont pas bougé de la gare d'Agha.

Les agents de sécurité, postés juste à l'entrée, interrogeaient les clients qui affluaient et les informaient de l'indisponibilité des trains avant de les renvoyer.

Aucune affiche n'annonçait cet arrêt inopiné qui a surpris tout le monde.



Photo : Samir Sid

Les voyageurs pénalisés.

Ce n'est qu'en fin de journée que les chefs de train ont décidé de suspendre leur débrayage et de reprendre le travail.

En effet, leurs représentants se sont réunis avec des res-

ponsables de la direction pour discuter de la situation. «La direction s'est engagée à prendre les choses en main et à apporter une solution à leur problème cette semaine, c'est ce qui a calmé les tra-

vailleurs», ajoute notre source. Les chefs de train estiment que si le problème n'est pas résolu au plus tard le 7 juillet prochain, la grève risquerait de reprendre.

I. B.

ACCÈS À LA COMMANDE PUBLIQUE

Les architectes dénoncent leur exclusion

Les architectes dénoncent les nouvelles conditions d'accès à la commande publique. Ils estiment que le recours aux bureaux d'études pluridisciplinaires ne fait que les exclure de la profession d'architecte.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier, lors d'une session extraordinaire du Congrès national des architectes tenu à Alger, les architectes ont exposé les problèmes engendrés par les nouvelles conditions d'accès à la commande publique en matière de maîtrise d'œuvre en architecture et urbanisme.

Des démarches qu'ils qualifient de «contraires à la législation». Ils ont également déploré leur exclusion et celle de l'institution les représentant lors des débats sur l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la production architecturale et l'exercice de la profession d'architecte tenus les 19 et 20 juin dernier à Alger. Ils se disent convaincus que «les textes réglementaires en préparation au ministère de l'Habitat ne feront qu'exclure davantage l'architecte de l'exercice de la profession d'architecte, sous le couvert de bureaux d'études pluridisciplinaires», explique Azeddine Belahcène, membre de l'Ordre national des architectes.

Pour lui, «aucun des grands bureaux d'études nationaux ou étrangers sollicités n'a honoré ses engagements et ont même failli à leurs missions». Il cite l'exemple de plusieurs universités en voie de réalisation à travers le territoire national et le projet de la nouvelle-ville de Hassi Messaoud refait à trois reprises.

«Nous sommes des architectes et notre rôle est de signer nos œuvres et d'assumer nos responsabilités», a-t-il rappelé.

Par ailleurs, Azeddine Belahcène regrette que les architectes ne soient pas considérés comme des artistes. «Lors des différentes manifestations culturelles où l'art et le patrimoine exposent l'architecture, les professionnels de ce domaine sont exclus. Les ministères de l'Habitat et de la Culture ne nous considèrent guère comme artistes et ne nous invitent à aucune manifestation. Pourtant, derrière cet art, se cache un architecte», explique-t-il.

Et de poursuivre : «Nous sommes des artistes et non des techniciens mais nous maîtrisons les techniques de l'architecture comme l'artiste-peintre maîtrise les siennes.»

R. N.

À L'APPEL DE LEUR SYNDICAT

Les communaux débrayent mardi et mercredi prochains

Le Conseil national du secteur des communes (CNSC), affilié au Snapap, a décidé de poursuivre son mouvement de grève cyclique de deux jours par semaine. En plus du débrayage, le mardi et le mercredi, un rassemblement sera tenu à Alger la semaine prochaine.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les travailleurs communaux restent mobilisés autour de leur plateforme de revendications. Ils comptent maintenir la pression sur les pouvoirs publics jusqu'à satisfaction de leurs doléances. Le Conseil national du secteur des communes (CNSC) réuni, vendredi, a décidé de poursuivre la protestation. Les travailleurs vont débrayer mardi et mercredi prochains. Pour appuyer leur mouvement, un rassemblement de protestation sera tenu mercredi 13 juillet à Alger.

Le syndicat se réserve de divulguer le lieu de son action de protestation, «pour ne pas être empêchés par les pouvoirs publics», a souligné Ali Yahia, SG du CNSC qui n'exclut pas



Photo : Samir Sid

Les communaux campent sur leurs positions.

une éventuelle marche dans la capitale. En attendant, le syndicat se rassemblera ce mercredi devant l'APC de Djebbahia, dans la wilaya de Bouira, pour exiger la réhabilitation d'un syndicaliste suspendu.

Le Conseil national du secteur des communes réclame le respect des libertés syndicales, la réintégration de tous les syndicalistes licenciés, l'améliora-

tion du pouvoir d'achat et l'ouverture des négociations sur le projet de statut et le régime indemnitaire.

Il demande également l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11, l'intégration de tous les contractuels et vacataires ainsi que le maintien du régime de retraite sans condition d'âge.

S. A.